

**Assemblée générale**

Distr. générale
15 février 2021
Français
Original : russe

Soixante-quinzième session

Point 72 de l'ordre du jour

Promotion et protection des droits de l'homme

**Lettre datée du 12 février 2021, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Fédération de Russie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une décision et d'une déclaration de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie concernant la violation des droits humains fondamentaux en Ukraine liée aux nouvelles interdictions qui frappent l'utilisation de la langue russe (voir annexes I et II).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 72 de l'ordre du jour.

(Signé) V. Nebenzia



Annexe I à la lettre datée du 12 février 2021 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Décision adoptée par la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie au sujet de sa déclaration concernant la violation des droits humains fondamentaux en Ukraine liée aux nouvelles interdictions qui frappent l'utilisation de la langue russe

La Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie décide ce qui suit :

1. Elle adopte sa déclaration concernant la violation des droits humains fondamentaux en Ukraine liée aux nouvelles interdictions qui frappent l'utilisation de la langue russe.
2. Elle adresse la présente décision et la déclaration susmentionnée au Président de la Fédération de Russie, V. V. Poutine, au Gouvernement de la Fédération de Russie, à l'Organisation des Nations Unies, à l'Assemblée interparlementaire des États membres de la Communauté d'États indépendants, à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du Traité de sécurité collective, à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, à la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe, à la Verkhovna Rada de l'Ukraine, au Congrès des États-Unis d'Amérique et aux parlements des États membres de l'Union européenne.
3. Elle communique le texte de la présente décision et de la déclaration susmentionnée au « Bulletin parlementaire », aux fins de leur publication officielle.
4. La présente décision entre en vigueur le jour de son adoption.

Le Président de la Douma d'État
de l'Assemblée fédérale
de la Fédération de Russie
V. V. Volodine

**Annexe II à la lettre datée du 12 février 2021 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Déclaration de la Douma d'État concernant la violation des droits
humains fondamentaux en Ukraine liée aux nouvelles interdictions
qui frappent l'utilisation de la langue russe**

La Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, veillant au respect des droits humains fondamentaux et réaffirmant son attachement aux normes du droit international, exprime sa profonde préoccupation face aux persécutions dont la langue russe fait une fois de plus l'objet en Ukraine et qui sont liées à l'entrée en vigueur de nouvelles interdictions frappant son utilisation, imposées par la loi ukrainienne sur le fonctionnement de l'ukrainien comme langue d'État.

Adoptée en 2019, dans les derniers jours de la présidence de Piotr Porochenko, cette loi est considérée à juste titre, en Ukraine et à l'étranger, comme une odieuse tentative d'accélérer l'ukrainisation à marche forcée et l'assimilation de la population russe et russophone, au premier chef, de ce pays multinational. Contrairement à ses propres promesses électorales et aux obligations internationales faites à l'Ukraine, notamment celles qui découlent de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et des accords de Minsk relatifs au règlement du conflit dans l'est du pays, la nouvelle administration ukrainienne a entrepris de veiller à l'application progressive de cette loi. Depuis le 16 janvier 2020, la publicité en russe est interdite et, depuis le 16 juillet 2020, l'interdiction d'utiliser la langue russe s'applique à toutes les publications scientifiques, à la soutenance de thèses, aux documents techniques, d'études ou médicaux (diagnostics, ordonnances et prescriptions). Depuis le 1^{er} septembre 2020, date du début de l'année scolaire, tous les établissements qui dispensaient un enseignement en russe sont tenus d'utiliser l'ukrainien. Enfin, depuis le 16 janvier 2021, il est interdit à toutes les entreprises, quel que soit leur statut juridique, de traiter avec leur clientèle en langue russe. Une fonction de commissaire chargé de la protection de la langue d'État a été spécialement créée afin qu'il soit veillé au respect de ces dispositions, toute personne en infraction pouvant être soumise à une amende ou à une autre sanction. Un climat de xénophobie et de dénonciation s'installe en Ukraine, au détriment des citoyens ordinaires d'un pays où cohabitent diverses nationalités.

Les députés de la Douma d'État notent que la pratique législative et l'application du droit par les pouvoirs publics en Ukraine sont contraires à la constitution nationale, qui garantit le droit de développer, d'utiliser et de protéger en toute liberté la langue russe (par. 3 de l'article 10) et le droit de recevoir une éducation dans sa langue maternelle (par. 4 de l'article 53), prévoit de favoriser l'apprentissage des langues de la communication internationale (par. 4 de l'article 10) et le développement de l'identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse de tous les peuples autochtones et de toutes les minorités nationales (article 11), et interdit catégoriquement tout privilège ou toute restriction reposant sur la langue (par. 2 de l'article 24).

En Russie, la langue ukrainienne est respectée et aimée : c'est la langue d'un grand nombre de citoyens du pays, de voisins et de proches parents. Ce n'est toutefois pas en interdisant le russe et les autres langues parlées en Ukraine qu'on fera respecter l'ukrainien. L'Ukraine abrite des millions de Russes et de russophones qui, par l'action des nationalistes et des russophobes, sont privés du droit d'offrir à leurs

enfants un enseignement et une éducation dans leur langue maternelle, et de communiquer et de faire valoir leurs intérêts dans cette langue. Les députés de la Douma d'État s'interrogent : que représente la politique nationale linguistique actuellement en vigueur en Ukraine, sinon une violation gravissime des normes propres aux sociétés civilisées et des droits humains ? Dans ces conditions, comment peut-il être question de développer des relations avec ce pays et de prêter attention à ses intérêts ?

La Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie juge inacceptables les interdictions et les persécutions qu'on fait subir à la langue russe en Ukraine sous prétexte de protéger la langue d'État. Les députés de la Douma d'État exigent des autorités ukrainiennes qu'elles mettent un terme à cette pratique immorale et comptent que celle-ci soit dûment condamnée par l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Conseil de l'Europe et son assemblée parlementaire et les parlements nationaux du monde entier.

La Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie déclare que la position adoptée par l'Ukraine à l'égard des droits et libertés de sa population russe et russophone et de nos compatriotes vivant sur son territoire est une donnée essentielle qui conditionne la politique extérieure de la Fédération de Russie.

Le Président de la Douma d'État
de l'Assemblée fédérale
de la Fédération de Russie
V. V. Volodine